

# Entretien avec Edward T. Jackson et Yusuf Kassam

2000-06-01

[info@idrc.ca](mailto:info@idrc.ca)

*Knowledge Shared: Participatory Evaluation in Development Cooperation* présente une analyse pointue de la théorie et de la pratique de l'évaluation participative dans le monde. Cet ouvrage, qui fait état d'études de cas fort instructives du Bangladesh, d'El Salvador, du Ghana, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, du Mexique et de Saint-Vincent, traite de l'approche communautaire de l'évaluation, à la fois processus d'apprentissage, moyen d'action et voie d'affranchissement.

*Explore en ligne* interviewait récemment Edward T. Jackson et Yusuf Kassam, co-auteurs du livre, sur la notion d'évaluation participative.

- [Objectif du livre](#)
- [Qu'est-ce que l'évaluation participative ?](#)
- [Les obstacles](#)
- [Les avantages pratiques](#)
- [Les compétences de l'évaluateur](#)
- [L'évaluation participative et les grands courants scientifiques](#)
- [Les questions morales](#)
- [L'évaluation participative et le changement social](#)
- [Les auteurs](#)
- [L'ouvrage](#)

---

## Quelle était votre intention en écrivant ce livre ? À quel public s'adresse-t-il ?

**Jackson :** Le livre veut mettre en lumière les questions et méthodes d'évaluation des projets de développement à laquelle les gens des localités participent afin que ces projets profitent davantage aux citoyens et à leurs collectivités. Le lectorat cible comprend, entre autres, les spécialistes du développement, les ONG, les organismes donateurs, les universitaires, les décideurs et les étudiants en coopération pour le développement.

## Qu'entend-on, exactement, par évaluation participative ?

**Kassam :** Il s'agit d'un processus d'auto-évaluation et d'action coopérative qui met à contribution les parties intéressées à un projet de développement. Les intervenants participent activement à la détermination des questions d'évaluation pertinentes, à la conception du schéma d'évaluation, à l'analyse et à la collecte de données ainsi qu'aux mesures de suivi qui seront prises en fonction des résultats de l'évaluation. L'exercice permet également aux intervenants de se doter des moyens voulus pour entreprendre leurs propres recherches et évaluation dans d'autres domaines.

L'évaluation participative veille en particulier à ce que les intervenants les moins influents et les plus touchés par les projets de développement (les citoyens locaux) aient voix au chapitre, en faisant une place spéciale aux femmes et aux enfants pauvres qui représentent les groupes les plus marginalisés de tous dans la majorité des sociétés. Cette approche repose sur la collecte de données

et l'application des techniques d'analyse les plus éclectiques, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, sur le terrain, en atelier et dans le cadre de mouvements qu'elle contribue à créer.

**Nombre d'évaluations se prétendent participatives, mais en réalité elles ne le sont pas. Comment faire la distinction entre les évaluations véritablement participatives et celles qui prétendent l'être ?**

**Jackson :** Les évaluations qui sont véritablement et entièrement participatives s'assurent que les bénéficiaires locaux participent à toutes les étapes du processus, de la planification et de la conception jusqu'à la collecte et à l'analyse des données. Le processus doit prévoir suffisamment de temps et de ressources pour permettre aux pauvres et aux groupes marginalisés des pays en développement, en particulier, de s'y engager et de prendre des décisions judicieuses. Ils doivent pouvoir se faire entendre et disposer de moyens d'action efficaces. Il existe encore trop de processus d'évaluation qui, sans consulter les citoyens, ne cherchent qu'à profiter de leur savoir. Le partage du pouvoir et de la création du savoir, voilà ce qui caractérise la participation véritable à l'évaluation.

**L'évaluation participative est-elle toujours la solution indiquée ? En quelles circonstances ne le serait-elle pas ?**

**Kassam :** Nous croyons que, parce qu'elle est adaptée aux réalités et à la culture locales, l'évaluation participative peut être appliquée presque partout dans le monde. Toutefois, elle ne serait sans doute pas appropriée ni efficace (elle pourrait même être dangereuse) si elle l'était dans des pays soumis à un régime autoritaire et où règne la guerre. Ceci dit, les processus d'évaluation participative ont souvent réussi même dans des conditions aussi difficiles.

**Quels sont les obstacles à la participation locale dont les évaluateurs doivent tenir compte ?**

**Jackson :** Dans plusieurs collectivités rurales, les hommes et les femmes travaillent aux champs pendant la majeure partie de la journée. En cas de famine ou de pénurie de vivres et lorsque les revenus sont plus rares que d'habitude, on ne peut s'attendre à ce que les gens abandonnent leurs activités lucratives pour participer à une réunion d'évaluation. Autrement dit, les participants à un processus d'évaluation participative font des choix en fonction de leur estimation de ce qu'il leur en coûte de renoncer à une activité rémunératrice pour participer à une évaluation. Ils s'attendent, à bon droit, à retirer de leur participation de grands avantages et espèrent pouvoir compter, éventuellement, sur des résultats tangibles.

Il y a aussi d'autres problèmes. Par exemple, dans certaines collectivités, il va à l'encontre des normes culturelles que les femmes prennent la parole en public. On ne peut s'attendre à ce que celles qui sont pauvres et ont des dettes envers les élites locales se prononcent ouvertement contre ces élites alors qu'elles auront souvent à en payer personnellement le prix. Ce ne sont là que quelques-uns des nombreux obstacles à la participation locale.

**Quels sont les avantages pratiques de l'évaluation participative ?**

**Kassam :** Premièrement, l'évaluation participative est un processus de développement qui renforce les compétences et les capacités des gens qui s'y engagent. Deuxièmement, les bénéficiaires locaux sont plus enclins à participer à un processus d'évaluation qui attache de la valeur à leur sagesse et les traite comme des sujets et non comme des objets. Troisièmement, l'évaluation participative permet non seulement de recueillir de l'information mais aussi de mieux comprendre les effets des projets de développement du point de vue de ceux dont les vies sont les plus directement touchées par ces interventions. Quatrièmement, elle incite les bénéficiaires locaux à se rendre propriétaires des

projets de développement. Cet aspect est important parce que l'expérience a montré que les projets dont les membres des collectivités locales ont la propriété ont de fortes chances de produire des résultats plus probants et durables.

### **Quelles compétences particulières l'évaluateur doit-il posséder ?**

**Kassam :** D'abord et avant tout, des aptitudes à l'animation grâce auxquelles l'évaluateur saura créer un processus et un climat qui permettront à chacun des intervenants de s'exprimer librement et d'apprendre de façon productive. En outre, les spécialistes de l'évaluation participative doivent être convaincus de la capacité des pauvres et des défavorisés de produire des connaissances précises et utiles, de les analyser et de prendre des mesures efficaces fondées sur ces connaissances.

### **En quoi l'évaluation participative influence-t-elle les grands courants scientifiques ? Dans quelle mesure les principaux spécialistes en sciences sociales ont-ils appris de l'évaluation participative ?**

**Jackson :** La recherche participative est devenue un « écran radar » pour plusieurs spécialités des sciences sociales. Par exemple, les textes sur la recherche qualitative dans les domaines de l'éducation, du travail social, de la sociologie, de l'anthropologie, des études sur le développement, des études de la condition féminine, du ruralisme et de l'urbanisme contiennent tous des chapitres sur l'approche participative. Et de nombreux ouvrages sur l'évaluation portent sur des approches connexes comme l'évaluation des intervenants ou l'évaluation des moyens d'affranchissement. Qui plus est, un nombre croissant de spécialistes en sciences sociales, qui travaillent au sein d'organismes influents comme la Banque mondiale et l'ONU, se mettent à intégrer l'évaluation participative à leurs travaux.

Toutefois, la partie est loin d'être gagnée avec certains (mais pas tous, tant s'en faut) spécialistes de la recherche quantitative, surtout dans le domaine économique et des études sur l'entreprise, qui refusent d'attacher quelque valeur que ce soit à la production du savoir par les citoyens. Ironiquement, parmi les chercheurs progressistes, il existe aussi quelques post-modernes qui n'ont guère le temps de s'intéresser au savoir produit par les collectivités locales. De toute évidence, le débat sur cette question est encore bien vivant.

### **Quelles sont les principales questions morales soulevées par l'évaluation participative ?**

**Jackson :** Une question, sans doute au cœur de l'évaluation participative, est de s'assurer qu'au sein des collectivités marginalisées, les citoyens qui le sont le plus (ceux qui vivent dans une extrême pauvreté, les femmes, les minorités et les jeunes) peuvent véritablement se faire entendre et disposent de moyens d'action efficaces. Faillir à cet objectif et continuer de parler de processus d'évaluation participative pose un cas de conscience. Une autre question, à laquelle nous avons brièvement fait allusion plus tôt, tient à la mesure dans laquelle la participation des citoyens ordinaires les rend vulnérables aux repréailles des puissants intérêts locaux. Les évaluateurs ont besoin de la participation des citoyens, mais ils doivent également trouver un moyen de les protéger contre ce genre de réactions.

**Kassam :** En même temps, bien qu'on en fasse trop rarement mention, certains participants locaux essaieront d'exploiter les processus d'évaluation participative ou les décisions prises en l'occurrence pour leur propre profit, de sorte que la corruption viendra sans doute empoisonner l'intervention en question. Il y a dans les bonnes sociétés de mauvais citoyens, tout comme parfois de mauvais professionnels, tant dans le Nord que dans le Sud, s'occupent de bons projets. L'évaluateur, en particulier, a des choix personnels à faire quant aux questions morales de ce genre.

## **Estimez-vous que l'évaluation participative a un rôle à jouer en dehors du développement, dans d'autres domaines de progrès social par exemple ?**

**Jackson :** Cela ne fait aucun doute. Au Canada, par exemple, chaque année un plus grand nombre de spécialistes se tournent vers l'évaluation participative dans les domaines du développement économique des collectivités, des affaires autochtones, de la gouvernance municipale, de la mise en oeuvre des programmes sociaux et de l'innovation en milieu de travail. Ces tendances existent aussi dans d'autres pays de l'OCDE. À ce propos, certains observateurs ont dit de la Commission royale sur les peuples autochtones qu'il s'agissait de la recherche participative et du processus politique les plus vastes et les plus complets qui aient jamais été entrepris. Nous leur donnons tout à fait raison.

---

### **Les auteurs**

Edward T. Jackson est professeur agrégé d'administration publique à l'Université Carleton et directeur du Carleton Centre for the Study of Training, Investment, and Economic Restructuring. Il est aussi président de E.T. Jackson and Associates Ltd., société de conseil en gestion consultée pour des projets de développement dans 50 pays du monde.

Yusuf Kassam, autrefois professeur d'andragogie à l'Université de Dar es Salaam en Tanzanie, est présentement expert-conseil en andragogie et développement international, à Toronto (Canada). Il est aussi associé principal à la société E.T. Jackson and Associates Ltd.

### **L'ouvrage**

[Knowledge Shared: Participatory Evaluation in Development Cooperation](#)

sous la direction d'Edward T. Jackson et de Yusuf Kassam, CRDI/Kumarian Press, 1998